

• Accidents de la route

## 16 morts lors d'un pèlerinage musulman au Sénégal

Au moins 16 personnes ont été tuées et près de 600 ont été blessées dans des accidents au Sénégal sur la route du grand pèlerinage annuel de la confrérie mouride à Touba (centre), ont annoncé hier les sapeurs-pompiers.

Des millions de pèlerins ont commencé à prendre le chemin du retour hier, au terme des célébrations, marqué par la cérémonie officielle en fin de matinée, au lendemain du "Magal" (célébration, en langue nationale wolof) proprement dit.

• Religion

## Le pape crée 17 nouveaux cardinaux



Photo : AFP

Dix-sept cardinaux ont été créés, samedi dernier, par le pape François, qui façonne progressivement un collège de cardinaux à son image, moins européen, souvent engagé dans la paix ou la justice sociale. Chaque nouveau "prince de l'Église" s'est agenouillé samedi dans la basilique Saint-Pierre, devant le pape, pour recevoir sa "barrette" pourpre, une coiffe ecclésiastique en forme de toque quadrangulaire, ainsi qu'une bague. Seul un évêque du Lesotho,

# Florentin Moussavou visite plusieurs sites à Port-Gentil

Christian KOUIGA

Libreville/Gabon

*Le membre du gouvernement a visité, dernièrement, dans le le chef-lieu de l'Ogooué-Maritime, plusieurs sites pouvant servir à la construction d'édifices scolaires.*

AU mois de mars 2016, l'Agence française de développement (AFD) avait accordé à l'Etat gabonais - à travers deux conventions portant sur l'éducation et la santé - un prêt de 133 milliards de nos francs pour la construction des écoles et la réhabilitation de certains hôpitaux.

D'un montant de 101 milliards, la seconde convention signée entre le ministre Florentin Moussavou et les responsables de l'organisme français d'aide au développement vise, pour sa part, le financement d'un Projet d'investissement dans le secteur éducatif (PISE), qui prévoit la construction de 9 collèges et 8 écoles primaires à Libreville et à Port-Gentil.

Toutefois, si à Libreville les sites ne causent pas trop de problèmes, ce n'est malheureusement pas le cas à Port-Gentil, où trouver un site approprié, répondant aux normes prescrites en la matière, relève d'une ga-



Photo : Kouiga

Le ministre de l'Éducation nationale, Florentin Moussavou, suivant les explications d'un habitant.

geure. C'est comme chercher une aiguille dans une botte de foin.

Du coup, il faut négocier parfois avec certains autochtones détenteurs de titres fonciers. C'est dans ce souci que, depuis plusieurs mois, des pans du ministère de l'Éducation nationale et de l'Éducation civique écument les différents quartiers de la cité pétrolière, à la recherche de terrains viables.

Mais à force de "creuser", plusieurs sites ont été trouvés et fait l'objet d'une présélection. Le choix final en incombe au ministre. C'est dans cette optique que Florentin Moussavou s'est rendu dernièrement à Port-Gentil pour inspecteur ceux-ci et donner par la suite une appréciation.

Il ressort que certains sites ne remplissent pas les critères traditionnels pour accueillir une école

à cycle complet. Les recherches se poursuivent pour bien des cas.

Mais l'autre bataille à mener consiste à déguerpier certains individus qui ont construit sur des sites appartenant à l'Éducation nationale. Et donc propriétés de l'Etat. Au quartier Matanda, une école à cycle complet, dont les travaux ne sont pas arrivés à leur terme, est aujourd'hui abandonnée et son enceinte transformée, il y a quelques jours, en un terrain de football par les enfants. Rendant ainsi les lieux fréquentables.

Mais selon certaines indiscretions, le chantier abandonné aurait déjà englouti la bagatelle somme de 900 millions de francs. Alors que les travaux effectués n'ont été réalisés qu'à hauteur de 40%. Au grand dam des riverains qui ne cachent pas leur mécon-



Photo : Kouiga

Une vue de l'école abandonnée au quartier Matanda...



Photo : Kouiga

... puis d'une autre école abandonnée.

tentement. D'autant plus, s'inquiètent-ils, à raison d'ailleurs, que le responsable de l'entreprise adjudicataire répond désormais aux abonnés absents. Avant qu'il ne se volatilise, rapporte-t-on, ce dernier aurait dit à qui voulait l'entendre dans la capitale économique, qu'il n'avait aucun compte à rendre à personne d'autre... sauf à la direction générale du

Budget, qui l'aurait com-

mise. Une arrogance qui fait qu'aujourd'hui les habitants du quartier Matanda, privés d'une école, du fait, disent-ils, d'une certaine gabegie, demandent aux pouvoirs publics d'engager des poursuites judiciaires envers les parties concernées au cas où les travaux ne se poursuivent pas.